

Le « smart power » américain, un défi pour l'Europe

Auteur :

Jacques Charmelot est journaliste pour l'Agence France Presse depuis 1980. Il a dirigé les bureaux de Téhéran, Beyrouth et Bagdad. Il a été en poste à Washington comme correspondant auprès du Département d'Etat. Il a été directeur des bureaux de Sarajevo et Zagreb. Il a couvert la guerre en Irak en 2003, participé à un documentaire sur Saddam Hussein en 2005, puis dirigé de nouveau le bureau de Bagdad de 2007 à 2008. Il a écrit plusieurs livres sur la guerre en Irak, le chiisme, l'Iran, les femmes et l'Islam, et les Etats-Unis, en collaboration avec sa femme, Lilli Gruber, journaliste italienne et ancienne députée européenne.

jacquescharmелot@yahoo.fr et jacques.charmelot@afp.com

Résumé :

Nouvelle doctrine de l'action des Etats-Unis dans le monde, le « smart power », le pouvoir de l'intelligence, annoncée par l'administration du président Barack Obama, est une rupture fondamentale avec l'unilatéralisme belliqueux de George W. Bush. Pour l'Europe, il s'agit d'une occasion nouvelle d'agir et de coopérer avec le pays qui demeure l'acteur prépondérant des relations internationales, notamment dans la région la plus instable du Monde -et si voisine- : le Proche Orient. La conférence annuelle sur la sécurité à Munich des 6-8 février a été la première occasion pour les Américains de présenter leur nouvelle vision, et pour les Européens d'y répondre. En avril, un sommet de l'OTAN sera la date clef de la reconstruction du lien transatlantique.

Lors de son audition de confirmation devant la commission des Affaires Etrangères du Sénat, Hillary Clinton, choisie comme secrétaire d'Etat par le Président Barack Obama a annoncé la nouvelle doctrine de la diplomatie américaine : le « smart power », le pouvoir de l'intelligence. Elle a cité cette expression à treize reprises dans sa présentation, puis dans les réponses faites aux sénateurs de la commission.

Pour faire face à un monde où les crises s'accumulent, a expliqué Mme Clinton, « nous devons avoir recours à ce qui a été appelé 'le pouvoir de l'intelligence', l'ensemble des outils à notre disposition : diplomatiques, économiques, militaires, politiques, légaux, et culturels — il faut choisir le bon outil, ou la bonne combinaison d'outils, la mieux adaptée à chaque situation ».

Après les huit années de la présidence de George W. Bush, inspirées par un mélange de certitudes messianiques, d'arrogance morale, et de recours démesuré à la force, Hillary Clinton a ainsi confirmé un changement radical dans la gestion par les Etats-Unis des affaires du monde. Le défi pour les instances de Bruxelles, et pour les capitales des Etats membres de l'Union européenne, est de mesurer la portée de cette révolution, de comprendre ce qu'est le « smart power », et d'adapter immédiatement leurs stratégies à cette volte-face américaine.

1 - « Hard », « Soft », ou « Smart » : le choix des armes

Les déclarations d'Hillary Clinton au Sénat, en dépit de leur caractère fondamental, ont eu peu d'écho dans la presse européenne. Tout au plus certains journaux ont-ils relevé cette nouvelle expression, mais l'ont traitée comme un slogan, dont les gouvernements américains, si pernicieusement influencés par des impératifs de communication, ont toujours été friands.

Les journalistes américains, plus à l'écoute évidemment des changements radicaux qui se profilent dans leur pays, ne s'y sont pas trompés, et ont salué l'ouverture d'une nouvelle page dans l'histoire des relations de la première puissance militaire du monde, avec le reste de la planète.

Le *New Yorker*, un hebdomadaire prestigieux, qui a mené depuis 2001, une campagne courageuse contre les mensonges et les excès de l'équipe du président Bush, a vu dans le « smart power » la synthèse de deux approches qui sont en concurrence depuis que les Etats-Unis sont devenus un acteur mondial. D'un côté, le « hard power », c'est-à-dire le pouvoir contraignant des canons. Les Etats-Unis dont les dépenses militaires annuelles dépassent de loin la somme des budgets militaires de tous les autres pays du monde en est, bien sûr, le champion. Le dicton : « Might is right », « le plus fort a tous les droits », résume cette vision. De l'autre côté, le « soft power », l'art de la persuasion et de la démonstration. Il part du principe que la réussite des Etats-Unis doit servir d'exemple aux autres nations du monde, et que Washington peut les influencer en les aidant à parvenir au même stade de développement politique et économique. L'incitation remplace alors la contrainte dans un effort pour faire évoluer l'ensemble des sociétés vers un niveau de prospérité et de stabilité qui garantisse les intérêts et la sécurité des Etats-Unis. L'aide économique, la propagation de la culture américaine, sont les outils privilégiés du « soft power », prolongement politique du rêve américain. La conquête du monde se fait par les films, la musique, ou le système éducatif. Pour les tenants de cette approche, Hollywood et Harvard sont plus influents que le Pentagone.

Pour le *New Yorker*, ni le « hard power », ni le « soft power », n'ont jusqu'ici donné les résultats espérés, et les marier dans le « smart power » semble être une bonne idée.

Le recours par Hillary Clinton à cette formule intervient à un moment où les Etats-Unis se dressent sur les ruines de leurs récentes aventures. La dernière expérience américaine d'usage de la force, l'invasion de l'Irak en mars 2003, s'est finalement soldée par un échec. Prévue comme une campagne courte, propre à éliminer un dictateur et ses armes de destruction massives, elle s'est transformée en une occupation violente, chaotique, et terriblement coûteuse pour les Etats-Unis. Outre les pertes humaines, elle a ponctionné quelques 600 milliards \$ du Trésor américain, et les projections des économistes parlent d'une addition finale de plus de 2 000 milliards. La guerre en Irak a également fait perdre à l'Amérique son autorité morale, notamment au Proche-Orient, où son rôle d'arbitre et protecteur, a toujours été considéré comme nécessaire au règlement des conflits et à la stabilisation de cette zone où pétrole et religion se mélangent dans un cocktail explosif.

La violence a finalement décliné en Irak lorsque les Etats-Unis ont annoncé qu'ils allaient mettre fin à leur occupation militaire et ont commencé à recruter, à grands renforts de dollars, les combattants sunnites qui avaient pris les armes contre eux. Mais le régime politique mis en place, loin d'être une démocratie, en dépit d'élections périodiques, reste un système fondé sur les allégeances tribales, ethniques et religieuses, sur la corruption et le déni de justice, et sur l'impunité des élites politiques.

La guerre en Irak, en annulant l'autorité de l'Amérique, a rendu le « soft power » tout aussi inopérant. L'image de cette grande démocratie a été érodée en dépit des efforts des gourous publicitaires embauchés par le président Bush pour lancer des campagnes de « public diplomacy ». Tout au plus, ces efforts ont-ils fait grincer les dents des vrais diplomates, bien conscients que lorsqu'un produit est mauvais il est difficile à vendre. Celui qui a été le théoricien du « soft power », Joseph S. Nye, a dû admettre que cette idée avait fait son temps. Professeur à Harvard, Joseph Nye a longtemps été convaincu que l'exemple des Etats-Unis, nation forte et prospère, devait faire choisir au reste du monde le chemin de la démocratie et de l'économie de marché, et accepter sans se rebeller le leadership américain. Dans un éditorial publié par le grand quotidien de langue anglaise, l'*International Herald Tribune*, en date du 17-18 janvier, il a reconnu que le

« smart power » était une combinaison plus sûre, et peut être même une martingale gagnante, réunissant la force des armes et celle des principes. « Soyons intelligent », a-t-il lancé dans cet éditorial. « L'administration du président Obama devra être capable de générer du soft power et le soutenir par du hard power dans le cadre d'une stratégie intelligente », a encore écrit Joseph Nye.

Pour les Européens, et les Français en particulier, la traduction même de l'expression « smart power » devrait retenir un moment la curiosité. Dans l'usage américain de la langue anglaise, le mot « smart » revêt des nuances qui vont au delà de la pure intelligence. « Smart » est un qualificatif adapté à une solution ingénieuse ou astucieuse ; il est utilisé pour décrire des personnages rusés ou, tout simplement, débrouillards. Il allie le savoir, l'expérience et l'habileté. Connaissant bien le poids des mots, Hillary Clinton, sous la houlette d'un Président unique dans l'histoire des Etats-Unis et d'une équipe de la Maison Blanche formée des esprits les plus brillants, a donc évité à dessein d'utiliser le mot anglais « intelligent », et a choisi d'être « smart ». Pour elle, ce choix devrait rendre à l'Amérique l'aura qu'elle a perdue : « Je suis convaincue, a-t-elle déclaré, que le monde ressent l'absence d'une autorité américaine forte, et qu'il en a besoin ».

2 - La jeune mère du « Smart Power », Suzanne Nossel

Si Hillary Clinton a opté pour le « smart power », comme source d'inspiration, elle ne l'a pas conçu. Elle en est peut être la marraine prestigieuse, mais elle n'en est pas la mère. Il ne s'agit pas non plus d'une réponse *ad hoc* à la nécessité de fournir à la presse une phrase choc pour l'ouverture des journaux télévisés. Ni une réplique hâtive à la panoplie de slogans qui ont pendant huit ans servis d'arguments à l'administration Bush : de « la guerre contre le terrorisme » à « la clarté morale », en passant par le fameux « avec ou contre nous », lancé comme un défi aux alliés européens.

Le « smart power » a été théorisé en 2004 par une femme, Suzanne Nossel, dans un article de la revue américaine de référence sur les questions internationales : *Foreign Policy*. Avec un peu d'emphase, le *New Yorker* a comparé la publication de cette doctrine à un autre document signé d'un anonyme M. X dans la même revue en 1947 et qui devait jeter les bases de la stratégie d'endiguement du communisme jusqu'à la chute de l'Empire soviétique.

Suzanne Nossel a débuté sa vie professionnelle dans la diplomatie et a notamment participé à la mise en place des accords qui ont mis fin au régime d'apartheid en Afrique du sud. Elle a également œuvré pour trouver un accord financier entre l'ONU et les Etats-Unis, toujours en difficulté avec le paiement de leurs participations au budget de l'organisation internationale, dont Washington critique régulièrement la mauvaise gestion. Puis elle est entrée dans la grande maison d'édition Bertelsmann, un géant allemande de la communication, et c'est à cette époque qu'elle a formulé la théorie du « smart power ». Elle est aujourd'hui l'un des responsables de l'organisation Human Rights Watch, qui défend les Droits de l'Homme dans le monde.

Comme beaucoup de réflexions des intellectuels libéraux américains, celle de Suzanne Nossel a été ignorée à l'époque par les grands médias, aux Etats-Unis et en Europe. Elle ressurgit aujourd'hui avec le poids d'une véritable méthode, choisie pour remettre de l'ordre dans un monde qui a perdu ses repères depuis le choc du 11 septembre 2001, et la réaction erratique de l'administration Bush.

Dans son exposé de 2004, tout simplement intitulé « Smart power », Suzanne Nossel, proposait de revenir à un modèle classique de l'action des Etats-Unis dans le monde : « l'internationalisme libéral ». « Le point central de cette doctrine est que les régimes démocratiques et les économies de marché ne se font pas la guerre », écrivait-elle alors. Cette affirmation était d'autant plus paradoxale de la part d'une intellectuelle libérale (nous dirions « de gauche », en Europe), qu'elle intervenait alors que la droite conservatrice américaine s'était cyniquement approprié l'objectif vertueux d'exporter la démocratie dans le monde, mais qu'elle le faisait *manu militari*, avec des effets collatéraux désastreux en Afghanistan, au Pakistan ou en Irak.

Depuis les attaques terroristes du 11 septembre 2001 contre Washington et New York, l'administration Bush avait pris une série de décisions unilatérales et contraires au droit international, au nom de la défense de la nation. La plus grave et la plus lourde conséquence étant de se lancer dans une guerre illégale en Irak. La réponse de l'Europe avait été alors pitoyable : la France et l'Allemagne se dissociant de cette intervention, alors que le Royaume-Uni, l'Espagne et l'Italie s'alignaient sur Washington jusqu'à envoyer des troupes en Irak.

Dans un contexte donc peu propice aux propos de raison et de bon sens, Suzanne Nossel écrivait : « Washington doit prendre les commandes d'une dynamique internationale pour promouvoir toute une série d'objectifs : l'autodétermination, les droits de l'Homme, l'état de droit, la liberté des échanges, l'aide au développement économique, l'isolement et l'élimination des dictatures et des arsenaux d'armes de destruction de masse ». Et, alors que l'occupation de l'Irak passait le cap de sa première année, et que l'opinion publique américaine se réjouissait encore de la puissance de sa machine militaire, elle ajoutait : « Dans cet effort la diplomatie, l'aide internationale, le commerce, et la diffusion des valeurs américaines ont un rôle aussi important que la puissance militaire ».

Des périodes clefs de l'histoire récente des Etats-Unis ont été marquées par cette philosophie : Harry Truman, président américain après la Deuxième Guerre mondiale, de 1945 à 1953, a aidé à la reconstruction de l'Europe et du Japon, et a lancé l'idée d'organisations multinationales comme l'OTAN pour faire face au péril que semblait représenter l'Union soviétique.

John F. Kennedy a poursuivi cette stratégie en brandissant la menace militaire lors de la crise de Berlin ou celle des missiles soviétiques déployés à Cuba, mais aussi en lançant le Peace Corps et l'Agence américaine d'aide internationale, USAID : « Si une société libre ne peut venir au secours de la multitude des pauvres, elle ne pourra sauver les rares qui sont riches », avait proclamé le président démocrate, assassiné en 1963 à Dallas, dans un discours que Suzanne Nossel rappelle dans son article.

Par la suite, la guerre du Vietnam, et un abandon progressif d'une approche multilatérale des crises, a conduit les Etats-Unis sur la voie de désengagement. Et il faudra attendre le deuxième mandat d'un président démocrate, ouvert sur la complexité du monde, Bill Clinton, pour que les Etats-Unis se réengagent, même si ce fut avec réticence, en Bosnie, puis au Kosovo, et bien sûr dans le conflit le plus épineux, celui du Moyen Orient.

Le 11 septembre 2001, qui fut l'illustration de la vulnérabilité des Etats-Unis face à un complot terroriste bien organisé, a éliminé tout espoir d'un retour de l'internationalisme libéral, prôné par Suzanne Nossel. Avant cet épisode tragique, George W. Bush avait déjà démontré son peu d'intérêt pour une approche globale des crises et des dangers qui menacent la planète. Au lendemain des attentats contre New York et Washington, le retour de l'Amérique sur la scène internationale a pris la forme d'une frénésie d'actions militaires ou paramilitaires, censées éliminer l'ennemi, assurer la sécurité des Américains et établir l'ordre là où régnait le désordre. Clairement, le succès n'a pas été au rendez vous.

3 - Le « smart power » face au monde et à l'Europe

L'administration de Barack Obama, qui a pris les commandes de l'Amérique le 20 janvier 2009, hérite d'une situation catastrophique.

Aux Etats-Unis, comme en Europe, la crise financière fait des ravages dans tous les secteurs de l'économie : le tarissement du crédit a contraint des milliers d'entreprises à fermer, les rangs des chômeurs grossissent de jour en jour, la demande dans l'ensemble du monde diminue et ralentit les échanges commerciaux, les tendances protectionnistes refont leur apparition, tout comme la nervosité sociale. Dans le même temps, les conflits dans les zones historiquement instables comme le Moyen Orient, l'Afrique, ou le sous-continent indien nucléarisé s'amplifient, et les ressources humaines ou financières pour les contenir font cruellement défaut.

Le réengagement américain aussi indispensable soit-il est également compromis par la perte abyssale de crédibilité des Etats-Unis. Après huit années de règne du président Bush, la méfiance à l'égard d'un pays que l'histoire a placé au centre du processus décisionnel mondial est à son niveau le plus haut. Et cette méfiance se traduit dans les

zones les plus troublées de la planète en une haine tenace dont les groupes extrémistes se servent pour alimenter des fantasmes de destruction du géant américain.

Les citoyens américains, que l'on dit -à tort- si fermés au monde, s'en rendent bien compte. Un sondage de juin 2008 de l'institut de recherche Pew a révélé que plus de 70% des Américains avaient conscience de l'image négative de leur pays dans le reste du monde et que près de 60% considéraient que cette mauvaise réputation pouvait engendrer de sérieux périls. Nous sommes loin de l'époque où le président des Etats-Unis se demandait avec un feinte naïveté : « pourquoi nous détestent-ils ? », et qu'il répondait avec aplomb que les ennemis de l'Amérique lui enviaient simplement son art de vivre.

Bien consciente de la complexité des défis, Hillary Clinton a expliqué devant le Sénat que l'époque de la rhétorique martiale, des grandes croisades, était révolue : « Il va y avoir des milliers d'actions distinctes mais toutes stratégiquement liées entre elles et coordonnées pour défendre la sécurité et la prospérité des Etats-Unis », a-t-elle annoncé. Et avant même de mettre les pieds dans l'austère bâtiment du Département d'Etat, sur les rives du Potomac à Washington, elle a trouvé les mots justes pour calmer les frustrations de générations de diplomates mis à l'écart par le militarisme de Bush : « Avec le pouvoir de l'intelligence, la diplomatie sera à l'avant-garde de la politique étrangère », des Etats-Unis, a-t-elle promis.

Ce message central est accompagné de signes qui confirment la rupture nette avec la période de l'unilatéralisme agressif des années de la présidence Bush.

Le messianisme, qui avait fait dire à Bush que Dieu lui avait ordonné d'envahir l'Irak, est absent des propos de Barack Obama. Tout comme les références à une religion supérieure, celle des chrétiens évangélistes, qui ont été les meilleurs soutiens de George W. Bush, et les meilleurs propagandistes du rôle unique accordé par Dieu à l'Amérique. Pour la nouvelle direction américaine, ceux qui croient et ceux qui ne croient pas sont sur un pied d'égalité. « Nous sommes une nation de Chrétiens, de Musulmans, de Juifs et d'Hindus – et d'athées », a déclaré le 44^{ème} président des Etats-Unis dans son premier discours à la Nation. Et aux pays musulmans, il a fait à la même occasion une offre claire : « nous sommes prêts à vous tendre la main, si vous ouvrez votre poing ».

Le président Obama jette donc les racines d'un discours laïc, et y ajoute, dans ces temps de crise, une condamnation à peine voilée du capitalisme incontrôlé. Il a adressé un rappel à l'ordre aux cercles des spéculateurs qui ont fait fortune dans les récentes années de dérégulation débridée : « Une nation ne peut pas prospérer longtemps si elle ne profite qu'aux riches », a-t-il averti dans son discours inaugural.

Pour l'Europe, l'avènement d'une nouvelle doctrine à Washington est une chance à saisir rapidement. Comme l'expliquait dans son article de 2004 Suzanne Nossel : « en liant les crises d'aujourd'hui à la vision ancienne des Européens d'une sécurité collective, l'internationalisme libéral peut tirer avantage de l'engagement de l'Europe en faveur de l'aide humanitaire, de la reconstruction post-conflit, de l'instauration de l'état de droit, et du développement économique » ; « L'internationalisme libéral se réjouit d'une Europe unifiée, et permet de conjuguer l'engagement vers des objectifs communs et la volonté de partager les tâches ».

Pour elle, « le pouvoir de l'intelligence signifie avoir conscience que l'engagement des Etats-Unis n'est pas toujours la meilleure méthode : les intérêts des Etats-Unis sont mieux défendus en impliquant d'autres forces au service des objectifs des Etats-Unis, à travers des alliances, les institutions internationales, une diplomatie prudente, et la puissance des valeurs ».

Hillary Clinton a fait écho aux réflexions de Suzanne Nossel, et s'est posé dans sa présentation en forme de programme, devant la commission des Affaires étrangères du Sénat, comme déterminée à adopter une gestion plus collégiale des défis du monde : « Les périls contemporains ne peuvent pas être affrontés seuls. Le pouvoir de l'intelligence nécessite de prendre en considération aussi bien nos amis que nos ennemis, pour renforcer les alliances anciennes et pour en forger de nouvelles » ; « Notre relation de confiance avec l'Europe sera encore approfondie », a-t-elle ajouté, et « des désaccords avec des amis même les plus proches sont inévitables mais sur la plupart des fronts nous n'avons pas de plus sûrs alliés ».

Ce discours, très classique, tranche avec les incitations de Washington à la discorde européenne, lorsque les Etats membres de l'Union s'étaient vus répartis entre la vieille Europe et la nouvelle, selon le degré de servilité à l'égard de l'administration Bush.

4 - Première mise à l'épreuve du « smart power » : Gaza

La nouvelle doctrine américaine a été immédiatement mise à l'épreuve de fin décembre 2008 à mi janvier 2009 par le déchaînement de violences dans la bande de Gaza. Les bombardements israéliens et les affrontements entre l'armée israélienne et les combattants de l'organisation palestinienne du Hamas, y ont fait des milliers de victimes. Cette minuscule bande de terre, qui abrite 1,5 million d'habitants coincés entre la Méditerranée et Israël, a été lourdement pilonnée et beaucoup d'experts estiment que les chances d'un règlement politique rapide sont restées enterrées sous les décombres.

Hillary Clinton avait prévenu, dans son intervention au Sénat, que le conflit israélo-palestinien serait en tête des préoccupations de la diplomatie américaine, comme il l'est depuis 1948 : « Tout en concentrant nos efforts en Irak, au Pakistan, et en Afghanistan, nous devons également nous tourner vers le pouvoir de l'intelligence au Moyen Orient pour assurer la sécurité d'Israël et les aspirations politiques et économiques légitimes des Palestiniens », avait-elle déclaré.

Elle avait également énuméré les crises qui s'étaient emballées dans les dernières semaines du règne de M. Bush : « la période de 70 jours qui ont suivi l'élection présidentielle nous a apporté des preuves nouvelles de l'urgence qu'il y a à affronter les défis du monde », a-t-elle dit. Et elle a cité en premier lieu les violences à Gaza, qui ont explosé en plein interrègne de l'exécutif américain, dans le vide laissé par l'impuissance d'un président sur le départ, et la réserve obligatoire d'un président pas encore installé.

Le point de départ factuel de ce nouvel épisode brutal dans un face à face qui dure depuis 60 ans, au-delà du débat sur les justifications avancées par les deux parties, est une attaque israélienne, le 4 novembre, sur un tunnel utilisé par les Palestiniens pour faire entrer dans Gaza des biens de consommation et des armes, en provenance d'Egypte. Six Palestiniens ont été tués dans cette opération. Dès le lendemain, les combattants du Hamas ont tiré plusieurs dizaines de roquettes et d'obus de mortier contre le sud d'Israël. Cet échange a marqué le début de la fin pour une trêve négociée par l'Egypte, entrée en vigueur mi-juin. Et les hostilités ont débuté le 27 décembre, pour s'achever sur un fragile cessez-le-feu, annoncé séparément par les protagonistes, les 18 et 19 janvier.

La date du 4 novembre est d'autant plus intéressante qu'elle a été aux Etats-Unis le jour de la consultation électorale qui devait conduire à la désignation comme 44^{ème} président américain du premier afro-américain à se hisser à ce niveau de pouvoir. La date du 19 janvier est également à retenir puisqu'il s'agit de la veille du jour où le nouveau président américain a pris les gouvernes.

Dans l'intervalle, la diplomatie américaine a été absente, et s'est contenté d'appeler les deux parties à la retenue, et de maintenir que le Hamas était responsable des pertes humaines infligées aux populations palestiniennes. George W. Bush avait pourtant au lendemain des élections de 2006 qui ont donné la majorité au Hamas, salué ce processus comme l'exemple de la démocratie en action.

Les responsables israéliens, eux-mêmes lancés dans la course pour les élections du 10 février, souffraient d'un fort déficit de popularité, aucun n'ayant la stature des chefs historiques de l'Etat juif. Pour certains, comme le ministre de la Défense Ehud Barak, ou la ministre des Affaires étrangères, Tzipi Livni, l'opération lancée contre Gaza a été l'occasion d'affirmer leur détermination face à un adversaire, Benjamin Netanyahu, dont la réputation de faucon n'est plus à faire.

L'Europe pour sa part, d'abord sous présidence française puis sous celle de la République tchèque, a montré les limites de son influence dans une région où les Etats-Unis restent l'acteur extérieur dominant. Un sommet organisé le 18 janvier par l'Egypte a réuni cinq dirigeants européens dans la station balnéaire de Charm el Cheikh, et a pu tout au plus saluer l'instauration d'une trêve, mais sans s'approprier la paternité d'une cessation des hostilités.

Une instance collégiale, le Quartet, établi en 2002 et qui réunit les Etats-Unis, l'ONU, la Russie, et l'Union européenne, a été inopérante au cours de cette éruption de violence. Tout comme l'envoyé spécial européen pour le Moyen Orient, l'ancien Premier ministre britannique Tony Blair, grand appui de George W. Bush pendant ses deux mandats à la Maison Blanche.

Il a fallu attendre que le nouveau locataire de la Maison Blanche prenne ses fonctions pour que les protagonistes d'un conflit, qui risquait de déstabiliser la région, ne soient plus laissés à eux-mêmes.

Le nouveau président américain a immédiatement appelé les responsables régionaux, notamment le président palestinien Mahmoud Abbas, mis en difficulté par l'offensive israélienne. Hamas est certes un rival de poids pour Mahmoud Abbas, mais il ne pouvait pas ouvertement approuver sa mise au pas brutale par l'armée israélienne. Barack Obama a également dépêché sur le terrain un émissaire, George Mitchell, à la réputation de négociateur habile et tenace. Il est connu pour avoir négocié pendant trois ans l'accord de paix qui a mis fin à la guerre en Irlande en 1998. Il a également rédigé pour le président Clinton un rapport sur le conflit israélo palestinien, rendu public en 2001, qui soulignait la nécessité pour les Palestiniens de renoncer au terrorisme mais exigeait également l'arrêt de l'établissement de colonies juives en Cisjordanie.

George Mitchell est parti dans la région avec un mandat limité, a prévenu le président Obama. Il est allé « écouter » le point de vue de toutes les parties. Cet objectif est d'autant plus réduit, que les positions des acteurs israéliens ou palestiniens du conflit sont parfaitement connues des Américains. Il s'agissait donc pour les Etats-Unis d'envoyer un signal clair d'une nouvelle implication dans la recherche d'une solution. D'un retour de la diplomatie dans le face-à-face entre les Israéliens et les Palestiniens. D'une mesure d'attente avant que ne se mette en place la nouvelle équipe gouvernementale israélienne, après les élections du 10 février.

Puis Barack Obama, orfèvre du « smart power », a fait ce que les peuples de la région attendaient d'un président américain depuis longtemps. Il s'est adressé à eux directement dans un entretien, le premier à une télévision étrangère, à la chaîne al Arabiya, basé à Dubaï. Il leur a livré un message de paix. « Mon devoir est d'assurer aux Musulmans que les Etats-Unis ne sont pas leur ennemi », a-t-il déclaré ; « Au monde musulman, ce que nous allons offrir est la main de l'amitié ».

Il a également prôné un nouveau partenariat avec le monde arabe et le monde musulman, fondé sur le respect mutuel. Il a rappelé l'importance de la sécurité d'Israël, pour les Etats-Unis, mais il a également appelé l'Etat hébreu à faire des « sacrifices » si les conditions le permettent et si un partenariat sérieux peut être établi avec la partie opposée : « Il est temps de revenir à la table des négociations », a déclaré le président américain ; « Cela va être difficile, et cela va prendre du temps », a-t-il assuré ; « Mais si nous engageons un processus sérieux, je suis sûr que les Etats-Unis, en oeuvrant avec l'Union européenne, la Russie, et les tous les pays arabes de la région, je suis sûr que nous pouvons faire des progrès importants ».

« Un ton nouveau est apparu dans la diplomatie américaine au Moyen Orient », a commenté le lendemain le *Financial Times*, le quotidien de référence au Royaume-Uni : « Il était temps ». « L'importance de cette initiative se doit d'être soulignée, après une administration Bush qui a considéré le contact avec les peuples comme un gadget qui pouvait être fourni par des cabinets de Madison Avenue, permettant de relancer la marque USA, et de gagner des parts de clientèles sur les jihadistes » ; « Barack Obama, qui a plus le sens des réalités, a depuis longtemps compris qu'une de ses tâches serait de rétablir la réputation de l'Amérique dans le monde, et auprès des arabes et des musulmans en particulier. Il a bien commencé ».

Conclusion - Pour l'Europe, un besoin d'intelligence

Dans ce nouveau contexte, l'Europe doit prendre rapidement la mesure de la révolution, dans les idées et dans les faits, qui s'opère aux Etats-Unis. Elle doit trouver une réponse qui fasse d'elle un partenaire à part entière et non pas un embarras, voire un obstacle.

L'Europe et ses Etats membres souffrent depuis toujours de la difficulté de se mettre d'accord dans les domaines de l'action internationale. Ils ont même du mal à formuler des stratégies unitaires et à parler d'une seule voie. La cacophonie peut être dangereuse, comme en a témoigné les attaques de Louis Michel, Commissaire européen au développement et à l'aide humanitaire, qui, à Gaza, a dénoncé le Hamas comme un mouvement terroriste et l'a rendu responsable des victimes civiles de 22 jours de bombardements israéliens. L'intelligence dicte qu'avant l'ouverture d'une nouvelle phase diplomatique, la porte ne se referme pas sur un acteur incontournable.

La conférence sur la sécurité de Munich des 6-8 février a été l'occasion pour les responsables américains de présenter à leurs partenaires européens le nouveau visage de leur diplomatie. Ils auront tout loisir d'articuler de manière concrète la théorie du « pouvoir de l'intelligence », et de proposer un retour ambitieux de l'internationalisme libéral. Ils pourront ouvrir leur boîte à outils, et demanderont certainement aux Européens d'en faire autant. Il s'agit d'un sérieux défi lancé à l'Union européenne, et elle ne doit pas arriver les mains vides. Nous devons être capables de faire des offres de coopération à la hauteur de la volonté de dialogue affichée par la nouvelle direction américaine.

Toutefois, le vrai rendez-vous entre l'Amérique et l'Europe se tiendra en avril à Strasbourg et à Kehl, à l'occasion du sommet de l'Otan et du 60^{ème} anniversaire de l'organisation atlantique. Il sera l'occasion du premier déplacement en Europe de Barack Obama. C'est alors que seront énoncées les modalités de la relance de la coopération transatlantique.

La France et l'Allemagne ont déjà fait un effort de clarification et le président français Nicolas Sarkozy et la chancelière allemande Angela Merkel ont signé une lettre commune publiée dans *Le Monde* et la *Süddeutsche Zeitung* le 5 février. « Aucun pays n'est aujourd'hui capable de résoudre seul les problèmes du monde », écrivent les deux dirigeants, satisfaits sans doute que la conviction contraire du président Bush soit dorénavant une idée du passé.

Faisant écho au changement de ton à Washington, et à l'avènement d'un nouvel internationalisme, ils ont reconnu la nécessité « de revoir la manière dont nous abordons les nouvelles menaces, nos partenariats et nos structures ».

Puis ils ont posé la vraie question, le dilemme présenté à l'Europe par une Amérique qui dorénavant l'appelle, et lui demande de prendre sa place : « La présidence de Barack Obama est d'ores et déjà marquée par des accents nouveaux en matière de politique étrangère et de sécurité. Nombreux sont les Européens qui attendent beaucoup de ce changement. Barack Obama en attend certainement autant de nous ».

Pour que le renouveau de la diplomatie américaine ne soit pas un vain exercice, il est donc urgent que l'Europe fasse elle aussi preuve d'intelligence, et inventent les outils efficaces de construction d'un nouvel ordre mondial.

Sources :

Texte de la présentation d'Hillary Clinton devant la commission du Sénat :

<http://www.npr.org/templates/story/story.php?storyId=99290981>

Article du New Yorker sur les « hard », « soft », « smart », powers :

http://www.newyorker.com/talk/2009/01/26/090126ta_talk_hertzberg

Article Smart Power de Suzanne Nossel, dans Foreign Policy :

<http://www.foreignaffairs.org/20040301faessay83211/suzanne-nossel/smart-power.html>

Texte du discours d'inauguration du président Barack Obama :

<http://www.whitehouse.gov/blog/inaugural-address/>

Entretien de Barack Obama à la TV Al Arabiya :

<http://www.alarabiya.net/articles/2009/01/27/65096.html>

45^e conférence sur la sécurité (Munich)

http://www.securityconference.de/konferenzen/2009/index.php?menu_2009=&menu_konferenzen=&

Intervention de Joe Biden :

<http://www.securityconference.de/konferenzen/2009/biden.php?sprache=en&>

Interventions de Nicolas Sarkozy et Angela Merkel :

http://www.securityconference.de/konferenzen/2009/europaeische_sicherheit.php?sprache=en&

Directeur de la publication : Pascale JOANNIN

La Fondation Robert Schuman, créée en 1991 et reconnue d'utilité publique, est le principal centre de recherches français sur l'Europe. Elle développe des études sur l'Union européenne et ses politiques et en promeut le contenu en France, en Europe et à l'étranger. Elle provoque, enrichit et stimule le débat européen par ses recherches, ses publications et l'organisation de conférences. La Fondation est présidée par M. Jean-Dominique GIULIANI.